



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
d'Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche

**Décision 20220819-DEC-DAEN0703**

Arrêté préfectoral en date du 6 octobre 2022  
portant autorisation environnementale d'exploiter une installation de production  
d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent  
par la CEPE de MARSANNE SARL

située sur la commune de MARSANNE

La Préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII, du livre 1<sup>er</sup>, et en particulier son titre 1<sup>er</sup> du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le code de l'énergie notamment son article L. 311-6 autorisant les installations de production d'électricité ne dépassant pas les seuils définis à l'article R. 311-2 du code de l'énergie ;

**VU** le code forestier, notamment ses articles L. 341-1 et suivants et R. 341-1 et suivants ;

**VU** le code de l'urbanisme ;

**VU** le code de la défense ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime ;

**VU** le code du patrimoine ;

**VU** le code de la construction et de l'habitation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2013057-0026 du 26 février 2013 réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage dans le cadre de la prévention des incendies de forêt pour le département de la Drôme ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 26-2019-07-05-003 du 05 juillet 2019 relatif aux modalités de lutte contre les espèces d'Ambrosie dans le département de la Drôme ;

**VU** la demande d'autorisation environnementale présentée en date du 16 juin 2021 et complétée le 22 septembre 2021 par la CEPE de MARSANNE SARL dont le siège social est situé 115 rue du Mouret - Z.I de Courtine - 84000 AVIGNON en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie

mécanique du vent et regroupant 6 aérogénérateurs d'une puissance totale maximale de 25,2 MW et trois postes de livraison sur la commune de Marsanne ;

**VU** l'avis de l'autorité environnementale en date du 3 décembre 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête publique en date du 7 mars 2022 ;

**VU** les registres de l'enquête publique organisée du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 3 mai 2022, le mémoire en réponse produit par le pétitionnaire, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur en date du 30 mai 2022 ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

**VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Grane, Marsanne, Condillac et Cléon-d'Andran ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant prorogation du délai d'instruction en date du 15 septembre 2022 ;

**VU** le rapport du 19 août 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection de l'environnement ;

**VU** l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Drôme en date du 15 septembre 2022 ;

**VU** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courriel en date du 22 septembre 2022.

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si le projet d'ouvrage répond aux dispositions réglementaires fixées par l'article L. 323-11 du code de l'énergie ;

**CONSIDÉRANT** que le seuil de 50 mégawatts pour les installations utilisant l'énergie mécanique du vent défini par l'article R. 311-2 du code de l'énergie n'est pas atteint par ce projet, et par conséquent l'installation est réputée autorisée au titre de l'article L. 311-6 du code de l'énergie ;

**CONSIDÉRANT** que l'implantation et les caractéristiques de l'éolienne permettent de minorer son impact vis-à-vis des paysages ;

**CONSIDÉRANT** que la prise en compte des enjeux liés à la faune et à la flore nécessite la mise en œuvre de prescriptions spécifiques de réduction des impacts ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement proposées sont de nature à garantir un impact résiduel non-significatif sur les espèces et les habitats d'espèces protégées, et que par conséquent une demande de dérogation au titre du 4<sup>o</sup> de l'article L411-2 du code de l'environnement n'est pas nécessaire ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi environnemental prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié a été complété pour protéger les enjeux environnementaux locaux (notamment chiroptères et d'oiseaux protégés) ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures envisagées par l'exploitant, notamment le plan de gestion acoustique par bridage en fonction des vitesses et des directions de vents sont de nature à prévenir les nuisances sonores présentées par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures proposées permettent la préservation des intérêts énumérés par l'article L.112-1 du code forestier et celle des fonctions définies à l'article L.341-5 du même code ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L.341-6 du code forestier l'autorisation de défrichement est subordonnée à une ou plusieurs conditions prévues par cet article ;

**CONSIDÉRANT** ainsi que les conditions d'aménagement et d'exploitation et les modalités d'implantation prévues dans le présent arrêté permettent de prévenir ou limiter les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec le Plan local d'urbanisme de la commune de Marsanne, suite à la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Montélimar Agglomération en date du 28 juin 2022 de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de Marsanne ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE :**

### **Titre I**

#### **Dispositions générales**

##### **Article 1 : Domaine d'application**

La présente autorisation environnementale unique tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- d'autorisation de défrichement au titre des articles L. 214-13 et L. 341-3 du code forestier.
- d'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application de l'article L.414-4 du code de l'environnement ;
- d'autorisation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au titre des articles L. 5111-1-6, L. 5112-2, L. 5114-2, L. 5113-1 du code de la défense et L. 6352-1 du code des transports) ;
- d'autorisation de porter atteinte aux allées et alignements d'arbres prévue à l'article L. 350-3 du code de l'environnement comme mentionné dans le dossier.

##### **Article 2 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale**

La CEPE de MARSANNE SARL dont le siège social est situé 115 rue du Mourelet - Z.I de Courtine - 84000 AVIGNON est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1 du titre premier du présent arrêté, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, pour exploiter sur le territoire de la commune de Marsanne les installations détaillées dans l'article 3 du titre premier du présent arrêté.

##### **Article 3 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale**

Les installations autorisées sont situées sur la commune, les parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles
	X	Y			
T1	848 886	6 399 454	Marsanne	Coste Herbouse	M 20
T2	848 674	6 399 305	Marsanne	Coste Herbouse	M 21
T3	848 468	6 399 089	Marsanne	Coste Herbouse	M 23
T4	848 477	6 398 612	Marsanne	Serre Bergeron	L 55
T5	848 680	6 398 611	Marsanne	Coste Herbouse	M 5
T6	848 880	6 398 602	Marsanne	Coste Herbouse	M 5
Poste de livraison 1	848 004	6 398 372	Marsanne	Serre Bergeron	L 47
Poste de livraison 2	848 871	6 399 428	Marsanne	Coste Herbouse	M 21

Poste de livraison 3	848 867	6 399 426	Marsanne	Coste Herbouse	M 21
----------------------	---------	-----------	----------	----------------	------

#### **Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

### **Titre II**

#### **Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 181-1-2° du code de l'environnement (ICPE)**

#### **Article 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation des installations</b>	<b>Caractéristiques</b>	<b>Régime</b>
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât plus nacelle a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur maximale du mât : 95 mètres  Hauteur totale maximale (en bout de pale) : 150 mètres  Puissance unitaire maximale installée en MW : 4,2 MW  Puissance totale maximale installée en MW : 25,2 MW  Nombre d'aérogénérateurs : 6	A

A : installation soumise à autorisation

#### **Article 2 : Garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté, en application des articles R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement, s'appliquent pour les activités visées à l'article 3 du titre premier du présent arrêté et doivent être constituées par l'exploitant. Elles sont définies par l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

## Article 2.1 – Calcul du montant initial de la garantie financière

Le montant initial de la garantie financière correspond à la somme du coût unitaire forfaitaire (Cu) de chaque aérogénérateur composant cette installation :

$$M = \sum (Cu)$$

où :

-M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;

-Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, son montant est fixé par les formules suivantes :

- lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est inférieure ou égale à 2 MW :

$$Cu = 50\,000$$

- lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2 MW :

$$Cu = 50\,000 + 25\,000 * (P-2)$$

où :

-Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;

-P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

En cas de renouvellement de toute ou partie de l'installation, le montant initial de la garantie financière de l'installation est réactualisé en fonction de la puissance des nouveaux aérogénérateurs. La réactualisation fait l'objet d'un arrêté préfectoral pris dans les formes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement.

## Article 2.2 – Formule d'actualisation des coûts

Le montant à actualiser des garanties financières est établi et actualisé à partir de la formule suivante :

$$M_n = M \times \frac{Index_n}{Index_0} \times \frac{1+TVA}{1+TVA_0}$$

où

$M_n$  est le montant exigible à l'année n.

M est le montant initial de la garantie financière de l'installation.

$Index_n$  est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation de la garantie ;

$Index_0$  est l'indice TP01 en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011, fixé à 102,1807 converti avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014.

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie ;

TVAo est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60 % en France métropolitaine en 2021.

### **Article 2.3 – Mise en place de la garantie financière**

La mise en service du parc éolien est subordonnée à la constitution des garanties financières dont le montant initial est précisé par le calcul mentionné plus haut (article 2.1).

L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée plus haut (article 2.2).

Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

### **Article 3 : Mesures spécifiques liées à la protection de la faune et de la flore, et relatives aux aspects paysagers**

#### **Article 3.1. - En phase de travaux**

##### **3.1.1 - Mesures de réduction des impacts sur la faune et la flore en amont des travaux :**

L'exploitant réalise préalablement à l'ouverture de chantier un balisage des emprises strictement nécessaires au projet et des zones sensibles.

Les micro-habitats identifiés à proximité des zones d'emprise, comme localisés sur la cartographie en annexe I, sont balisés afin d'éviter leur destruction. Cela concerne 2 arbres autour de l'éolienne T1, 1 arbre autour de l'éolienne T2, 5 arbres autour de l'éolienne T3, 1 arbre autour de l'éolienne T4 et 2 arbres autour des éoliennes T5 et T6.

L'apport de terre végétale extérieure est permise sauf lorsque cette dernière est susceptible d'introduire des espèces exotiques envahissantes. Un suivi post-implantation tous les ans pendant les 3 premières années puis en 5ème année est réalisé avec une gestion adaptée des éventuelles espèces exotiques envahissantes. Un botaniste effectuera ce suivi qui permettra de localiser et dénombrer les plants présents. Ce passage s'effectuera en juin-juillet.

##### **3.1.2 - Mesures de réduction des impacts sur la faune et la flore pendant les travaux :**

Afin de limiter l'impact du projet sur la biodiversité, les travaux impactants comme le défrichement, le déboisement, le décapage, la destruction des fondations, le terrassement des pistes et plate-formes, les tranchées réseaux, le creusement des

fondations et le coulage des fondations sont réalisés entre le 1er septembre et le 1er mars. Ces travaux peuvent être réalisés entre le 15 août et le 1er septembre ou entre le 1er mars et le 15 mars sous réserve de l'accord de l'écologue.

Tous travaux impactants envisagés en dehors de ces périodes doivent faire l'objet d'une demande anticipée et d'un accord auprès la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces ).

Les travaux de finition des pistes et aménagements (ajout de grave) peuvent avoir lieu toute l'année, une fois le décapage réalisé.

Le démontage des éléments des éoliennes et le levage des éléments des éoliennes peuvent être réalisés toute l'année.

Les travaux d'entretien des pistes et des plateformes peuvent être réalisés toute l'année sous réserve de l'accord de l'écologue.

Pour limiter les dérangements sur les chauves-souris, les travaux de nuit sont interdits.

Une vérification de l'absence de fréquentation des micro-habitats de chauve-souris avant l'abatage d'arbres est réalisé. L'écologue bouche les cavités afin d'éviter que les espèces soient présentes lors de la coupe de l'arbre. Si une espèce protégée occupe une cavité, en fonction du diagnostic de la fonctionnalité de la cavité, de la phénologie des espèces concernées, du stade d'avancement de cette phénologie, des mesures appropriées permettant de garantir l'évitement de toute destruction d'individu et la poursuite à terme de la fonction d'habitat le cas échéant sont mises en place.

En cas d'envol de poussières significatifs à l'occasion de travaux réalisés en période sèche, les accès sont humidifiés.

Les éventuelles ornières créées au niveau des chemins forestiers utilisés par les engins sont rebouchées.

### **3.1.3 - Mesure d'accompagnement en faveur des enjeux environnementaux**

#### **3.1.3.1 - Suivi par un écologue**

Un écologue est chargé de contrôler la bonne réalisation du chantier et des mesures à mettre en place par des visites de chantier. Des comptes-rendus sont réalisés suite à ces visites et transmis à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces) au plus tard un mois après chaque visite.

L'écologue est présent lors des différentes étapes du projet et assure les missions suivantes :

1/ Phase préliminaire : (avant le démarrage des travaux) : rédaction du cahier des prescriptions écologiques à destination des entreprises en charge des travaux, localisation des enjeux à baliser l'année des travaux.



2/ Phase de calage : les journées de calage ont pour but de préciser sur le terrain, avec le ou les responsables de chantier, la localisation des mesures d'atténuation, d'expliquer les raisons ainsi que les moyens à mettre en place pour les mener à bien.

3/ Phase chantier : lors de la phase de travaux, des visites de contrôle sont effectuées pour s'assurer du bon respect des préconisations. Ces visites sont réalisées notamment lors des phases critiques du chantier tels que le terrassement. L'écologue suit la bonne mise en œuvre des mesures d'atténuation d'impacts prévues.

Le nombre de visites de chantier est en moyenne de 2 par mois sur la durée du chantier.

4/ Phase post chantier : à la fin du chantier, une visite de contrôle du site est réalisée.

En cas de pollution accidentelle ou par un apport conséquent de matières en suspension, le maître d'ouvrage procède à la restauration du milieu et/ou à une renaturation du site touché.

### **3.1.3.2.- Remise en état des emprises du parc éolien avant renouvellement :**

Une plantation forestière sur les 3 plate-formes non réutilisées est réalisée (choix d'espèces locales et adaptées au réchauffement climatique).

### **Article 3.2.- En phase d'exploitation**

Aucune plantation de haies ou autre aménagement attractif pour les insectes (parterres fleuris), l'avifaune (buissons) et les chauves-souris n'est mis en place en pied d'éolienne (au niveau de la plateforme).

Un entretien des plateformes de manière à éviter toute attractivité pour l'entomofaune et les micromammifères, l'avifaune et les chiroptères est effectué. L'utilisation de produits phytosanitaires et tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu sont proscrits.

L'entretien des abords des éoliennes est réalisé soit par fauche mécanique entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 1<sup>er</sup> mars, et/ou par éco-pastoralisme extensif possible toute l'année.

Fréquence : 1 fois par an pendant les 5 premières années (si parcelles inertes) puis 2 fois par an et toujours conformément à l'arrêté préfectoral n°2013057-0026 du 26 février 2013 relatif au débroussaillage préventif des incendies de forêts.

Les plateformes des éoliennes sont recouvertes de gravillons de pierres concassées locales, de couleur claire pour limiter la formation d'ascendances thermiques (limitation de l'échauffement du sol).

Les nacelles sont conçues, construites et entretenues de manière à ce que les chauves-souris ne puissent pas s'y introduire (tous les interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères).

### **3.2.1 Mesures en faveur des chiroptères**

#### En phase d'exploitation

En cas d'utilisation d'un éclairage nocturne (autre que réglementaire pour la sécurité aéronautique) sur le parc, les préconisations suivantes sont respectées :

- utilisation d'un éclairage déclenché via un interrupteur ;
- orientation de l'éclairage vers le sol et réduction de la portée ;
- utilisation d'un éclairage de type LED aux couleurs chaudes (jaune, rouge avec filtre si nécessaire).

La distance entre le bas du rotor et le sol est d'au minimum 30 mètres.

Un bridage des éoliennes est réalisé selon les conditions suivantes :

#### **Sur toutes les éoliennes :**

Du 1<sup>er</sup> avril au 14 avril et du 1<sup>er</sup> novembre au 15 novembre :

- Vitesse de vent inférieure au seuil de production et,
- Uniquement s'il n'y a pas de précipitation notoire (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h).

#### **Pour les éoliennes T1, T2, T3 :**

Du 15 avril au 30 avril :

- Vitesse de vent inférieure ou égale à 4.5 m/s (à hauteur de moyeu) et,
- Pour des températures supérieures ou égales à 12°C (à hauteur de moyeu) et,
- Du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) et,
- En l'absence de précipitation notoire (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h).

Du 1<sup>er</sup> mai au 31 août :

- Vitesse de vent inférieure ou égale à 5 m/s (à hauteur de moyeu) et,
- Pour des températures supérieures ou égales à 15°C (à hauteur de moyeu) et,
- Du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) et,
- En l'absence de précipitation notoire (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h).

Du 1<sup>er</sup> septembre au 31 octobre :

- Vitesse de vent inférieure ou égale à 5 m/s (à hauteur de moyeu) et,
- Pour des températures supérieures ou égales à 12°C (à hauteur de moyeu) et,
- Du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) et,
- En l'absence de précipitation notoire (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h).

#### **Pour les éoliennes T4, T5, T6 :**

Du 15 avril au 30 avril :

- Vitesse de vent inférieure ou égale à 4.5 m/s (à hauteur de moyeu) et,
- Pour des températures supérieures ou égales à 12°C (à hauteur de moyeu) et,
- Du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) et,

- En l'absence de précipitation notoire (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h).

Du 1<sup>er</sup> mai au 30 juin :

- Vitesse de vent inférieure ou égale à 7 m/s (à hauteur de moyeu) et,
- Pour des températures supérieures ou égales à 12°C (à hauteur de moyeu) et,
- Du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) et,
- En l'absence de précipitation notoire (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h).

Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 juillet :

- Vitesse de vent inférieure ou égale à 5 m/s (à hauteur de moyeu) et,
- Pour des températures supérieures ou égales à 15°C (à hauteur de moyeu) et,
- Du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) et,
- En l'absence de précipitation notoire (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h).

Du 1<sup>er</sup> août au 31 août :

- Vitesse de vent inférieure ou égale à 6,5 m/s (à hauteur de moyeu) et,
- Pour des températures supérieures ou égales à 15°C (à hauteur de moyeu) et,
- Du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) et,
- En l'absence de précipitation notoire (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h).

Du 1<sup>er</sup> septembre au 31 septembre :

- Vitesse de vent inférieure ou égale à 7 m/s (à hauteur de moyeu) et,
- Pour des températures supérieures ou égales à 12°C (à hauteur de moyeu) et,
- Du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) et,
- En l'absence de précipitation notoire (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h).

Du 1<sup>er</sup> octobre au 31 octobre :

- Vitesse de vent inférieure ou égale à 6 m/s (à hauteur de moyeu) et,
- Pour des températures supérieures ou égales à 12°C (à hauteur de moyeu) et,
- Du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) et,
- En l'absence de précipitation notoire (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h).

En fonction des résultats des suivis post-implantation et notamment des écoutes en hauteur, des adaptations sont apportées sur les conditions de mise en œuvre de cette mesure avec l'accord de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces).

Un suivi régulier de l'état de fonctionnement du système est réalisé notamment par enregistrement des données météorologiques et des arrêts et reprises de l'éolienne.

### **3.2.2 Mesures en faveur de l'avifaune**

#### En phase d'exploitation

Un bridage des éoliennes T1, T2 et T3 est réalisé en faveur du Roitelet Triple Bandeau selon les conditions suivantes :

- De 30 minutes à 2h30 après le coucher du soleil puis de 3h à 1h avant le lever du soleil,
- Période du 20 septembre au 10 octobre.

En fonction des résultats des suivis post-implantation, des adaptations sont apportées sur les conditions de mise en œuvre de cette mesure avec l'accord de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces).

Un suivi régulier de l'état de fonctionnement du système est réalisé notamment par enregistrement des données météorologiques et des arrêts et reprises de l'éolienne.

### **3.2.3.- Mesures en faveur du paysage**

- L'ensemble du réseau électrique interne au parc est enterré sous les infrastructures d'accès.
- Les pistes d'accès, au-delà des nécessités techniques, sont traitées en employant un revêtement en pierre locale afin de renforcer l'ancrage du projet dans son site.
- Les talus sont modelés après le chantier et ensemencés avec des essences locales.

### **Article 4 : Autres mesures de suppression, réduction**

Une mesure de correction pour le bruit (Plan de gestion acoustique) par bridage est mise en place selon les éléments présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Les documents attestant du suivi de cette mesure spécifique sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

### **Article 5 : Auto surveillance, mesures d'accompagnement**

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire défini au présent article.

#### **Article 5.1.- Auto-surveillance des niveaux sonores**

L'exploitant réalise une campagne d'analyse, au droit des points de contrôles identifiés dans l'étude acoustique initiale, des niveaux sonores, des tonalités marquées, du niveau de bruit maximal et des émergences dans les 12 mois suivant la mise en service des installations. Cette campagne de mesures est réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 précité.

Le bridage qui est éventuellement à modifier (selon les résultats de la campagne précisée ci-dessus) est précisé dans les rapports des études acoustiques (à transmettre au plus tard 3 mois après l'achèvement des campagnes de mesure).

## **Article 5.2.- Suivi environnemental**

### **5.2.1 Suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères**

Les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé sont complétées par les dispositions suivantes (si des différences apparaissent avec le protocole national de suivi environnemental reconnu, les dispositions les plus majorantes s'appliquent) :

Un suivi de mortalité de l'avifaune est réalisé aux fréquences suivantes :

- 1 passage par semaine entre mi-mai et début septembre puis de mi-octobre et début novembre ciblé sur l'avifaune nicheuse et migratrice d'automne ;
- 2 passages par semaine entre début septembre et mi-octobre ciblés sur l'avifaune migratrice d'automne et notamment le Roitelet triple bandeau.

Un suivi de mortalité des chiroptères est réalisé aux fréquences suivantes :

- 1 passage par semaine entre mai et fin juin puis de début septembre à fin octobre ;
- 2 passages par semaine entre mi-avril et la mi-mai puis de début juillet à fin août.

Le suivi de mortalité débute dans les 12 mois qui suivent la mise en service du parc éolien. Les préconisations du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres (révision 2018) du Ministère de la transition écologique et solidaire sont respectées.

Si le suivi mis en œuvre montre une absence d'impact significatif sur les chiroptères et sur les oiseaux, le prochain suivi est effectué dans les 10 ans. Dans le cas où un impact significatif sur les chiroptères et sur les oiseaux est démontré, des mesures correctives de réduction sont mises en place et un nouveau suivi est réalisé l'année suivante (ou à une autre date définie en concertation avec la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces)) pour s'assurer de leur efficacité.

Un compte-rendu est réalisé à la fin de ces suivis et transmis à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces), au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection.

### **5.2.2 Suivi d'activité de l'avifaune et des chiroptères**

#### Chiroptères :

Un suivi d'activité des chiroptères est réalisé à hauteur de nacelle en continu du 15 mai au 31 octobre dans les 12 mois qui suivent la mise en service du parc éolien. Les préconisations du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres (révision 2018) du Ministère de la transition écologique et solidaire sont respectées.

Un suivi post-renouvellement est réalisé sur la base du protocole de l'état initial de la demande d'autorisation environnementale.

Le premier inventaire est réalisé pendant la première année d'exploitation du parc éolien (année T0). Deux autres années sont inventoriées : T+5 (5 ans après la mise en service) et T+10 (10 ans après la mise en service).

L'inventaire est basé sur un suivi acoustique étalée sur toute la période d'activité des chiroptères en 6 passages sur site lors de chaque session.

Les passages seront répartis comme tels :

- 2 passages pendant le transit printanier (mars-mi-mai) ;
- 2 passages pendant la période de parturition (fin mai – mi-août) ;
- 2 passages pendant la période de transit automnaux (fin août-début novembre).

#### Avifaune :

Un suivi comportemental des rapaces est réalisé : 5 journées d'observations entre mai et septembre, ciblées sur les rapaces nicheurs dans les 12 mois qui suivent la mise en service du parc éolien.

Un compte rendu est produit à l'issue de ces sorties et transmis à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces) au plus tard 6 mois après le dernier passage.

Le croisement entre les résultats des suivis d'activité et de mortalité, doit permettre d'évaluer convenablement la pertinence des mesures d'atténuation proposées. En cas d'anomalie détectée (forte mortalité, activité aberrante, etc.), des mesures correctives sont mises en place.

Un suivi post-renouvellement est réalisé sur la base du protocole de l'état initial de la demande d'autorisation environnementale. Le premier inventaire a lieu pendant la première année d'exploitation du parc éolien (année T0).

Deux autres années sont inventoriées, T+5 (5 ans après la mise en service) et T+10 (10 ans après la mise en service).

Cet inventaire est basé sur des visites de terrains sur tout le cycle biologique de l'avifaune en 11 passages sur site lors de chaque session.

Les passages seront répartis comme tel :

- 4 visites de printemps, ciblées sur les migrations de printemps,
- 4 visites sur les oiseaux nicheurs (les rapaces et les passereaux nicheurs).
- 4 visites sur les migrants de postnuptiaux

### **5.2.3 Adaptation des mesures de réduction**

En cas d'observation d'une mortalité significative malgré le plan de bridage chiroptérologique, une adaptation du protocole de gestion est effectuée à l'aide de l'analyse de la corrélation entre la mortalité, l'activité observée, et les conditions météorologiques.

### **5.2.4 Mesures d'accompagnement**

#### **5.2.4.1 Mesure DIVERSITE +**

Un maintien pendant 50 ans de 30 arbres anciens et favorables à la biodiversité est mis en place au sein du massif forestier de Marsanne dans des parcelles à l'écart du parc éolien

(500 mètres au minimum), comme localisé sur la cartographie en annexe II : identification, géolocalisation et suivi de 6 arbres « bios vivants » par hectare sur une surface de 5 ha.

#### **5.2.4.2 Îlot de sénescence**

La mise en place d'un îlot de sénescence de 1,55 hectares au sein du massif forestier de Marsanne, comme localisé sur la cartographie en annexe II, est réalisé pendant 50 ans.

L'opération consiste à laisser évoluer naturellement les boisements, sans aucune intervention humaine (pas de coupe, d'entretien ni de broyage). Le but étant de conserver ces îlots jusqu'à leur terme physique (dépérissement puis à terme effondrement des arbres).

La convention avec la commune est à transmettre à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces) au plus tard 6 mois après la signature du présent arrêté.

### **Article 6 : Actions correctives**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 5 ci-dessus, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection de l'environnement. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Le plan de gestion acoustique peut être renforcé ou réajusté le cas échéant, au regard des résultats des mesures réalisées et après validation par décision préfectorale.

### **Article 7 : Sécurité**

#### **Article 7.1 Balisage**

- les éoliennes devront être équipées d'un balisage diurne et nocturne réglementaire, en application de l'arrêté de référence en vigueur au moment de la réalisation du parc.
- le guichet DGAC devra être informé de la date du levage de l'éolienne dans **un délai de 3 semaines avant le début des travaux** pour la publication du NOTAM (par mail à : [snia-urba-lyon-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:snia-urba-lyon-bf@aviation-civile.gouv.fr)).

Se soustraire à ces obligations de communication pourrait entraîner la responsabilité du demandeur en cas de collision d'un aéronef avec l'éolienne.

- Dans le cas d'utilisation d'engins de levage, d'une hauteur supérieure à 80 mètres nécessaires à la réalisation des travaux, il sera impératif de prévoir un balisage diurne et nocturne réglementaire (en application de l'arrêté du 7 décembre 2010 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne).

- Les coordonnées géographiques, l'altitude du point d'implantation de l'éolienne ainsi que la hauteur hors tout des ouvrages achevés sont fournies au guichet DGAC (par courriel) en temps utile. En retour, le guichet DGAC précisera au demandeur la procédure à suivre en cas de panne de balisage, en vue d'assurer l'information aéronautique des usagers aériens.

#### Information aéronautique :

L'exploitant informe l'inspection des installations classées, le commandement de la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon de Provence ainsi que la Direction Générale de l'Aviation Civile des éléments suivants :

- les différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnelle du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;

- la position géographique exacte de l'éolienne en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que la hauteur hors tout (pales comprises).

Se soustraire à ces obligations de communication pourrait entraîner la responsabilité pénale du demandeur en cas de collision d'un aéronef avec l'éolienne.

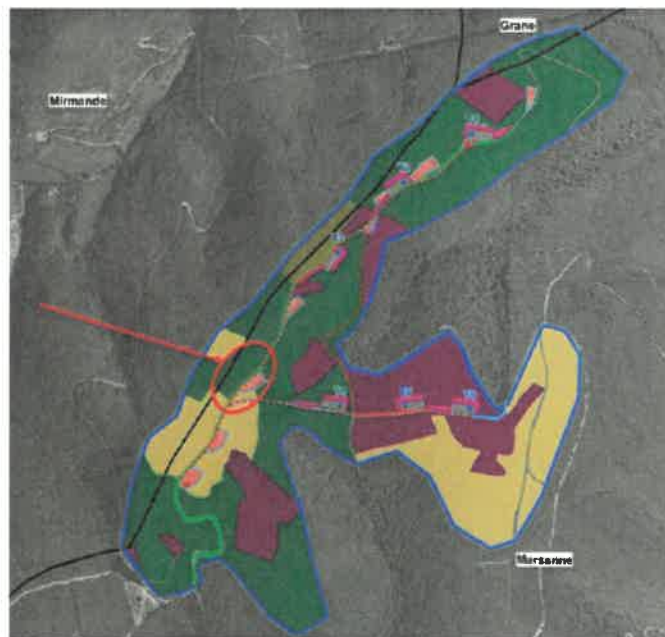
Dans l'éventualité où le parc éolien subirait des modifications, une nouvelle demande devra être faite auprès de la Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon de Provence.

#### **Article 7.2 Lutte contre l'incendie**

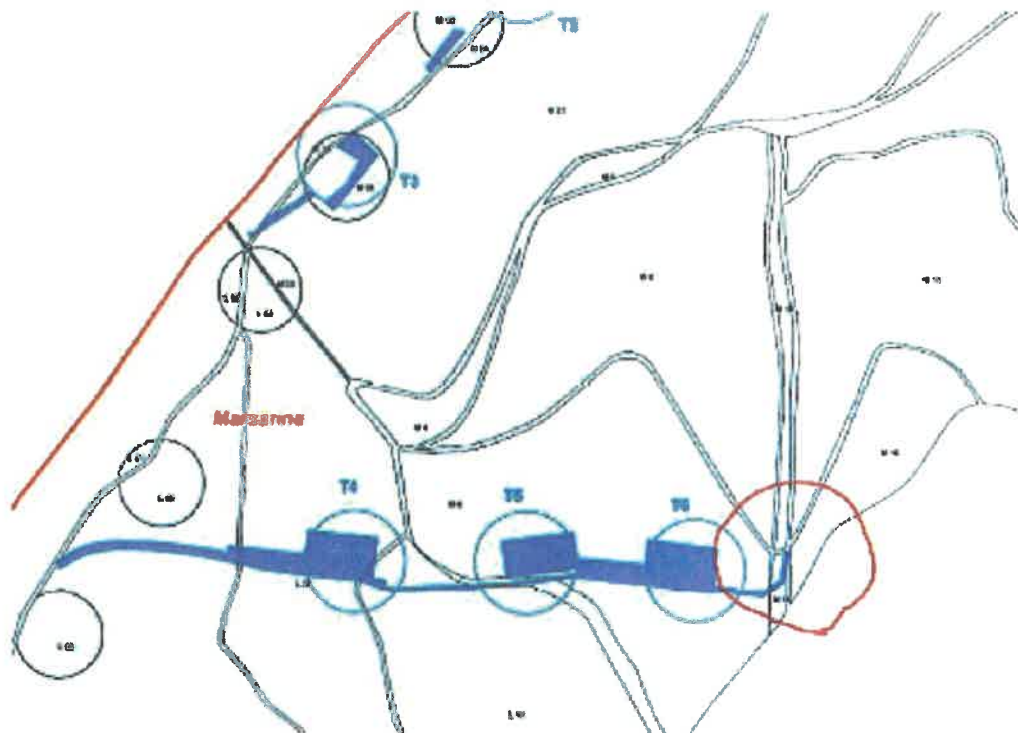
- Respecter la réglementation sur le défrichement par la consultation de la DDT (service forêts et environnement) au titre du code forestier et de la DDT (service urbanisme) au titre du code de l'urbanisme ;
- Conformément à l'arrêté préfectoral n° 2013057-0026 du 26 février 2013 réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage préventif des incendies de forêt, débroussailler sur un périmètre de 50 mètres autour des installations dans la mesure où elles se situent à moins de 200 mètres d'un espace sensible (forêt, lande, maquis et ou garrigues). Il convient de faire procéder aux obligations légales de débroussaillage et à leur réalisation périodique ;
- Aménager et entretenir les voiries d'accès au site et aux installations (aérogénérateurs et transformateurs) répondant aux caractéristiques des pistes de DFCI suivantes :
  - a. Pourcentage de pente inférieur ou égal à 10% (exceptionnellement 15% sur des tronçons de 100 mètres au maximum) ;
  - b. Largeur minimale stabilisée de 4 mètres hors accotements ;



- de
- c. Dévers maximum de 5 % ;
  - d. Rayon de courbure des virages de 9 mètres minimum à l'axe ;
  - e. Portance suffisante pour engins lourds (8 tonnes à l'essieu) ;
  - f. Hauteur libre sous ouvrage de 3,5 mètres ;
  - g. Absence de cul de sac et si c'est le cas présence d'une zone de retournement 250 m<sup>2</sup> ;
  - h. Absence de points noirs ;
  - i. Revers d'eau de type goulotte métallique (évitant la mise en devers lors du passage des engins de lutte contre l'incendie) ;
  - j. Débroussaillage latéral de 10 mètres ;
  - k. Balisage par panneaux réglementés depuis les axes départementaux ;
- Planter une citerne DFCI de 60 m<sup>3</sup> à hauteur de l'intersection des pistes au niveau de la zone indiquée sur la représentation ci-après. L'emplacement définitif sera réalisé en concertation avec les services SDIS26/DDT. Une insertion paysagère de cet équipement sera réalisée (bardage bois, citerne enterrée ...) ;



- Suite aux échanges SDIS26/DDT sur le projet, réaliser le bouclage des chemins selon le plan ci-après (partie rouge) :



Ce bouclage permettra, entre autres, de faciliter l'accès aux citernes DFCI présentes dans le massif.

- Les installations de chantier provisoires et définitives, utilisant des fluides polluants et dangereux seront mises en rétention et seront pourvues de moyens de lutte contre l'incendie.
- Respecter la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, rubrique 2980 : Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs :
  - 1- Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m
  - 2- Comprenant uniquement des aérogénérateurs dont le mât a une hauteur inférieure à 50 m et au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur maximale supérieure ou égale à 12 m et pour une puissance installée :
    - a) Supérieure ou égale à 20 MW
    - b) Inférieure à 20 MW
- Le cas échéant, permettre l'ouverture permanente du (des) portail(s) d'entrée au(x) site(s) ainsi qu'aux installations par un dispositif d'ouverture facilement manœuvrable par les sapeurs-pompiers.
- Pendant la phase de travaux de réalisation :
  - a- Les équipements de défense incendie seront mis en place dès le lancement du projet et opérationnel dès le début des travaux de construction du parc.
  - b- Les points feux feront l'objet d'une demande réglementaire auprès de la DDT dans la mesure où les installations se situent à moins de 200 mètres d'un espace sensible (forêt, lande, maquis et ou garrigues).

- c- Disposer sur le chantier d'un moyen d'alerte fiable et disponible à tout moment permettant une alerte rapide des secours publics (18, 15 ou 112).
- d- Mettre en place une procédure d'alerte précise permettant d'identifier clairement la localisation de l'intervention et comportant les éléments suivants : adresse précise, nature de l'accident, nombre et état de(s) la victime(s).
- e- Fournir au SDIS les plans en relation avec le calendrier de réalisation des travaux programmés.
- f- Positionner des points de rendez-vous et une signalisation pour faciliter l'acheminement et la réception des secours depuis les axes principaux de circulations.
- g- Maintenir dégagées les voies d'accès au chantier et le cas échéant, aux massifs forestiers afin de permettre le passage des véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.
- h- Disposer sur le chantier de moyens d'extinctions appropriés aux risques présents.
- i- Mettre en rétention les installations de chantier utilisant des fluides polluants et dangereux.

## **Article 8 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation environnementale unique initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement durant 5 années au minimum.

## **Article 9 : Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures de l'article R 515-105 à R 515-108 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte lors de l'arrêt définitif de l'installation précisée à l'article 1 du titre II du présent arrêté est le suivant : le terrain devra retrouver sa vocation forestière.

I - Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

II - Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Au 1er juillet 2022, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés.

Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.

Les aérogénérateurs dont le dossier d'autorisation complet est déposé après les dates suivantes ainsi que les aérogénérateurs mis en service après cette même date dans le cadre d'une modification notable d'une installation existante, doivent avoir au minimum :

- après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.

### Titre III

#### Dispositions particulières relatives à l'autorisation de défrichement au titre des articles L. 214-13 et L.341-3 à 6 du code forestier

##### ARTICLE 1 :

Est autorisé, au profit de la société CEPE de MARSANNE SARL, le défrichement sur une superficie de 3,1998 hectares des parcelles suivantes :

Commune	Section	Numéro de parcelle	Superficie cadastrale (en ha)	Superficie autorisée (en ha)
26176 - Marsanne	OL	57	37,9927	0,2469
26176 - Marsanne	OL	40	11,7621	0,0082
26176 - Marsanne	OM	21	5,4941	0,4038
26176 - Marsanne	OM	20	0,3864	0,0792
26176 - Marsanne	OM	23	0,7618	0,1817
26176 - Marsanne	OM	5	9,7221	1,1725
26176 - Marsanne	OM	27	14,8565	0,0475
26176 - Marsanne	OM	26	0,1683	0,0577
26176 - Marsanne	OM	28	0,2009	0,0545
26176 - Marsanne	OM	30	36,5452	0,0741
26176 - Marsanne	OM	16	0,1499	0,0253
26176 - Marsanne	OM	18	0,6197	0,0687
26176 - Marsanne	OL	55	8,2902	0,5955
26176 - Marsanne	OL	46	7,7440	0,0917
26176 - Marsanne	CHEMINS RURAUX			0,0925
Total :				3,1998

##### ARTICLE 2 :

L'autorisation délivrée est subordonnée à :

1. L'exécution de travaux de boisement ou reboisement pour une surface de 6,4 ha ou des travaux d'amélioration sylvicoles pour un montant de 28 800 €. Ces travaux devront faire l'objet d'une validation par la DDT dans un délai de 1 an à partir du lancement du chantier sans dépasser le délai de 5 ans total qui suit la notification de l'arrêté. Ce projet peut prévoir de panacher le boisement, reboisement ou les travaux d'amélioration sylvicole.

2. A la fin de l'exploitation du site et en cas de non-renouvellement du parc éolien, le bénéficiaire de l'autorisation devra transmettre un projet de reboisement du site à la DDT pour validation. Le reboisement devra être réalisé dans les deux ans qui suit la validation du projet de reboisement.

##### ARTICLE 3 : Prescriptions relatives au risque d'incendie de forêt

Le débroussaillage réglementaire d'une bande de 50 mètres autour des installations devra être réalisé conformément à l'arrêté préfectoral n°2013057-0026 du 26 février 2013 relatif au débroussaillage préventif des incendies de forêts. Un débroussaillage devra être également réalisé de 10 m de part et d'autre des chemins d'accès aux éoliennes.

Une citerne DFCI de 60 m<sup>3</sup> sera implantée à hauteur de l'intersection des pistes au niveau de la zone indiquée sur la représentation reprise à l'article 7.2 du titre II du présent arrêté. L'emplacement définitif sera réalisé en concertation avec les services SDIS26/DDT.

Le bouclage des chemins devra être réalisé conformément au plan joint dans le dossier de demande répondant aux normes DFCI (partie en rouge dans le schéma repris à l'article 7.2 du titre II du présent arrêté).

## **Titre IV**

### **Dispositions diverses**

#### **Article 1 : Délais et voies de recours**

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Cour administrative d'appel de Lyon) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 2 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1° La présente autorisation fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de situation du terrain. L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu à la mairie pendant un mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement.

2° Le bénéficiaire dépose à la mairie de situation du terrain le plan cadastral des parcelles à défricher pendant la durée des opérations de défrichement. Mention en est faite sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain.

3° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Marsanne ;

4° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Marsanne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et adressé au Bureau des Enquêtes Publiques de la Préfecture de la Drôme ;

5° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;

6° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 3 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, la directrice départementale des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire. Une copie dudit arrêté sera également adressée :

- à monsieur le directeur de la CEPE de MARSANNE SARL ;
- au directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire Centre et Est de la DGAC ;
- au directeur de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence.

Fait à Valence, le **06 OCT. 2022**

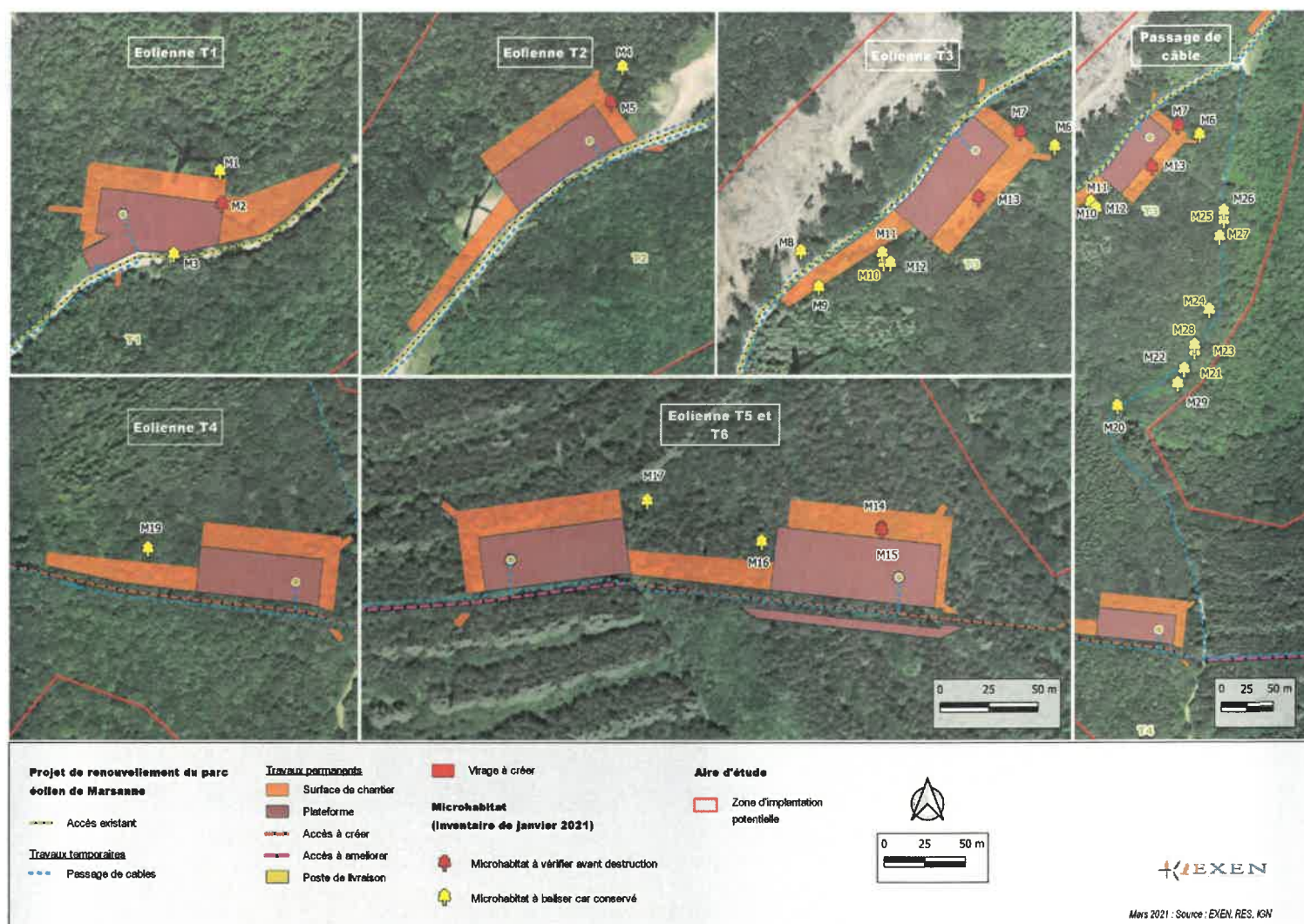
La préfète,



Elodie DEGIOVANNI



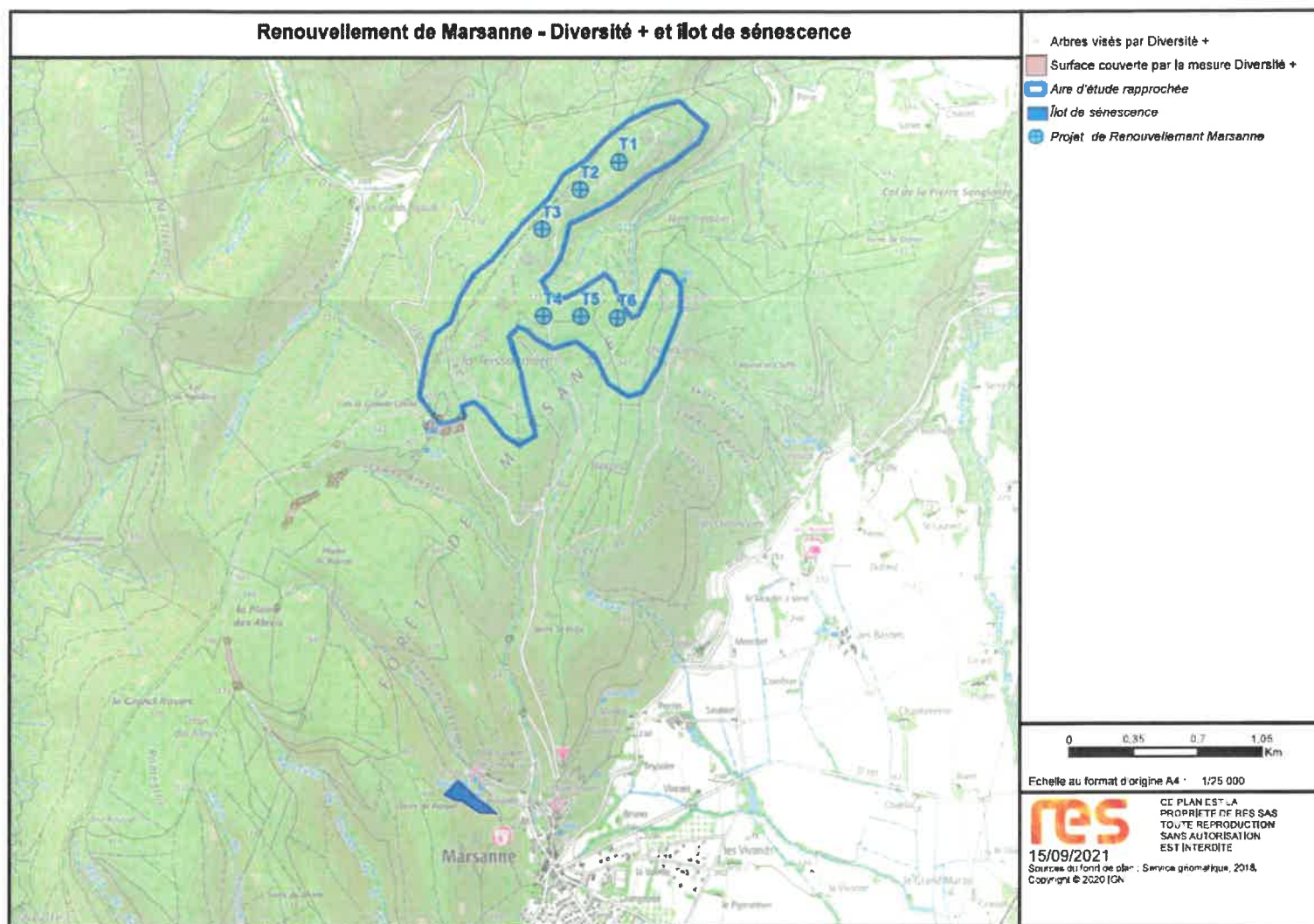
## Annexe I : localisation des micro-habitats à mettre en défens



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le



## Annexe II : localisation de l'îlot de sénescence et de la mesure « Diversité + »



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le

  
Elodie DEGIOVANNI